

## **Micro-crédit : on ne prête qu'aux pauvres**

Le 13 octobre 2006, le prix Nobel de la paix était attribué conjointement au bangladais Mohammad Yunus et à sa banque spécialisée dans le microcrédit, la Grammeen Bank. Etat des lieux d'une activité vouée initialement au service de la paix et pour la lutte contre la pauvreté.

Le terme "microcrédit" devient de plus en plus familier. Cette activité consiste en l'attribution de prêts de faible montant à des entrepreneurs ou à des artisans qui ne peuvent accéder aux prêts classiques. L'année 2005 décrétée année internationale du microcrédit par l'ONU a mis en valeur un certain nombre de microprojets se mettant en place majoritairement dans les pays en développement. L'objectif est de favoriser ainsi l'activité et la création de richesses. Toutes les sociétés sont concernées et peuvent y accéder.

A l'origine, on trouve des traces de cette activité dans les mutuelles du crédit agricole créées en Europe à la fin du XIXème siècle. Depuis, l'idée et le fonctionnement ont été repris par un professeur d'économie originaire du Bangladesh, Mohammad Yunus, devenu célèbre par l'attribution du Nobel de la paix. Troisième fils d'une famille de 9 enfants, ce brillant étudiant passe son doctorat aux Etats-Unis sur le thème "l'économie et le développement". Il y passera 7 ans de sa vie devenant professeur d'économie à l'université du Colorado. C'est en 1971 qu'il rentre au Bangladesh, sa ville d'origine, et obtient un poste de responsable du département de l'université de Chittagong, la deuxième ville du nouvel Etat indépendant. Quelques années après son retour, la famine s'abat sur le pays. 1,5 millions de gens en mourront.

Cet événement s'inscrit comme un détonateur dans l'esprit de Yunus. " Les gens mourraient de faim dans la rue et moi je continuais à enseigner d'élégantes théories économiques sans aucune prise avec la réalité. J'ai commencé à comprendre qu'il était très arrogant de prétendre avoir des réponses en restant dans une salle de classe et ai commencé à étudier sur le terrain". Mohammad Yunus va alors à la rencontre des habitants de Jobra, petit village qui jouxte l'université. A force de discussions, il saisit toute la difficulté des femmes avec lesquelles il discute et l'absurdité du système dans lequel elles se trouvent. " Incapables de s'adresser aux banques traditionnelles (car jugées non solvables), elles sont contraintes d'emprunter 60 Thakas (1euro) à un usurier pour acheter quelques produits le matin, en récupérer 80 de la vente sur les marchés et le soir en rembourser 70. " C'est donc le coût "prohibitif" du capital, si petit soit-il, qui empêche de nombreuses femmes de " s'en sortir". Par conséquent, M.Yunus prête, de ses deniers, 850 Thakas (24 euros) à 42 femmes parmi les plus pauvres du village. Ces micro-prêts leur suffisent pour "par exemple, acquérir une poule et générer un revenu quotidien de la vente des oeufs chaque jour". " L'objectif était de les faire rentrer dans un cycle économique et d'amorcer un changement de mentalité" souligne le professeur d'économie. L'expérience est concluante mais il y a mieux à faire encore.

### **Une banque de village**

Fort de ses convictions, M.Yunus tente vainement de convaincre les banques locales de s'investir dans le projet.

Mais les banques sont frileuses et Yunus décide alors de créer la Grameen Bank (banque de village en bengali).

Elle naît en 1978 et très rapidement s'étend jusqu'à une centaine de villages du district. Un quart de siècles plus tard, le constat est étonnant : la banque est présente dans 43000 villages du pays, elle a déjà prêté 4 milliards d'euros à 11 millions de clients dont 94% sont des femmes. En effet, le microcrédit touche des secteurs faiblement capitalisés employant une main d'oeuvre féminine, ce qui permet ainsi de revaloriser la femme dans les pays en voie de développement, d'améliorer son sort de façon directe et de faire évoluer des sociétés par une forme d'équité entre les sexes. De plus, grâce à une organisation en groupes solidaires et des réseaux d'assurance, chaque débitrice est responsable du groupe vis à vis de la Grameen ce qui permet un remboursement régulier des prêts. Ce mouvement favorise aussi l'opportunité de conduire des actions de formation, notamment en matière de développement communautaire et de gestion d'entreprise.

Désormais, le modèle est appliqué dans plus de 45 pays à travers le monde, concerne 60 millions de personnes, dont 27 millions parmi les plus pauvres. Le microcrédit permet à 3 emprunteurs sur 4 de sortir définitivement de la pauvreté. "Je souhaitais juste résoudre un problème local et petit à petit, sans m'en apercevoir, c'est devenu la Grameen Bank", explique Mohammad Yunus. Mais l'homme ne manque pas d'idées, et ses projets (télécommunications, assurance maladie...) veulent résoudre une difficulté sociale de façon pérenne sans porter atteinte à la viabilité économique.

A l'occasion, il incite la jeunesse "à ne jamais chercher un travail mais à le créer", et regarde les entreprises à but social comme le seul remède contre la misère, parce qu'"une paix durable ne peut être obtenue sans qu'une partie importante de la population trouve les moyens de sortir de la pauvreté" tel que l'a souligné Ole Danbolt Mjoes, président du comité Nobel.

### **Micro-projet et développement local**

L'activité de microcrédit encourage les microprojets au niveau local. En effet, cela permet un "maillage" économique dans le pays plus efficace que certaines infrastructures ou gros projets industriels qui bénéficient rarement aux plus pauvres. Le terme de "micro-projet" est une appellation "utilisée par les bailleurs de fonds pour leurs actions de terrain; par opposition avec les programmes d'aide directe aux gouvernements ou aux grandes institutions des pays bénéficiaires". Le micro-projet est "mille fois moins important [qu'un projet macroéconomique], il reste d'échelle villageoise ou communautaire et n'a qu'une influence locale". Les secteurs concernés sont variés. Agriculture (coopératives paysannes, groupements villageois...), artisanat (groupements d'artisans...), financement de l'économie sociale (mutuelles d'épargne et de crédit, banques villageoises...), protection sociale (mutuelle de santé, caisses de santé primaire...). De cette façon, ils participent à l'amélioration de l'accès aux soins de santé, à l'eau potable, aux services sociaux de base, aux services de planification familiale. Le micro-projet devient moteur du développement local. Le montant d'un tel projet varie entre 25000 et 250000 euros. La somme globale correspond au besoin réel. Elle est négociée "au plus près de la réalité" et induit "chez les bénéficiaires, le besoin de compétences, de transparence aussi". Par conséquent, il existe un droit de surveillance, un accès aux formations, et un suivi indispensable.

### **Prêteurs, pas mécènes**

Le microcrédit ouvre la voie au micro-projet, a un impact direct sur l'emploi local et semble influencer l'aspect social. Né dans les pays en développement, il s'inscrit également dans les sociétés industrialisées. En novembre 2002, un sommet à New-York a rassemblé 2000 délégués de plus de 100 pays. En France, plusieurs institutions existent. L'ADIE (Association pour le droit à l'initiative économique) tout d'abord qui est le principal opérateur. Elle délivre 6 à 7000 prêts par an à des chômeurs ou Rmistes créateurs de leur propre emploi. L'association compte plus de 130 agences sur toute la France. Dans le domaine de la micro finance, existent également en France depuis plus de 20 ans, les CIGALES (Clubs d'investisseurs pour une gestion alternative et locale de l'épargne solidaire. De même, Solidarité emploi attribue des "prêts d'honneur" à taux zéro à des personnes sans emploi. Le projet soutenu doit être "économiquement viable et socialement utile". Créée en 1998 par Jacques Attali, PlaNet Finance, organisation de solidarité internationale spécialisée dans la microfinance soutient le secteur.

Les opposants au microcrédit dénoncent des taux élevés de certains prêts (entre 10 et 30%). Ils soulignent aussi le fait que cette activité "détourne les actions des autres programmes comme la santé, l'éducation ou l'eau." Certaines études estiment que le microcrédit devrait s'accompagner de programmes sociaux. Un détournement de l'argent comme source de financement par des organisations non gouvernementales a été également dénoncé (étude réalisée en 2004 pour l'Ambassade de France au Bangladesh). Face à ces critiques, les réponses fusent. Aujourd'hui il n'existe pas d'autres moyens d'accès au crédit pour les personnes démunies, les taux pratiqués seraient maîtrisables (surtout face aux pratiques usurières), et s'expliqueraient en majorité par le coût de la main d'oeuvre, le refinancement des institutions, les besoins en matériel, l'accompagnement psychologique, social et technique. Quant aux programmes humanitaires, ils sont d'abord complémentaires car fondés sur le don et l'urgence.

Toutefois, Thomas Dichter un économiste conclut dans ses études sur le microcrédit que les personnes les plus pauvres ne peuvent utiliser ce type de crédit de "manière productive". Selon lui, il faudrait des sommes accordées plus importantes, des taux d'intérêt plus bas et à plus long terme. Pour Alexander Cokburn dans "alternatives internationales" "les microcrédits sont des micro-pansements, dans un contexte où, pour prendre l'exemple de l'Inde, plus de 100 000 paysans se sont suicidés parce que le gouvernement fédéral et celui de leur Etat, ainsi que les grandes institutions internationales se sont fait les promoteurs des priorités brutales du néolibéralisme". A la question posée à Palagummi Sainath, le journaliste "le plus au fait du dénuement de l'Inde rurale et des conséquences de l'actuelle politique économique", "qu'on pu apporter les microcrédits? ", celui ci répond à Alternatives économiques : "oui, le microcrédit peut effectivement être un instrument légitime dans certaines conditions pour autant que vous ne l'élevez pas au rang d'une "gigantesque arme" ". ...Gigantesque business où l'on trouve la banque mondiale et le FMI ainsi que toutes les banques d'Etat et commerciales.

Alors si le "prêteur d'espoir" voulait lutter contre la pauvreté en lui prêtant financement et dignité, il serait affligeant que les "vendeurs de rêves" en fasse une nouvelle forme de colonisation...